

INFORMATIONS OUVRIÈRES nouvelle série N° 90 (2484) Semaine du 25 au 31 mars 2010 1,5 euro (soutien 2 euros) ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5730 abonnés reçoivent ce numéro. Et vous ? (page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Au lendemain des régionales, le 22 mars, le gouvernement annonce : priorité à la "réforme" des retraites.

Le 23 mars, au Parlement, Fillon en appelle à "l'unité républicaine"

« *L'émeute silencieuse* » : c'est ainsi qu'un journal patronal a qualifié l'abstention massive lors de ces régionales. Un « *rejet* », avons-nous titré la semaine dernière. Le lendemain même du deuxième tour, un gouvernement qui fait 11 % des inscrits annonce : « *La réforme des retraites est une priorité.* » Et l'opposition de protester aussitôt et d'appeler à un « *débat* » pour que ses « *propositions* » soient prises en compte ! Des centaines de milliards ont été versés aux patrons, les entreprises du CAC 40 en pleine crise ont distribué 35 milliards à leurs actionnaires, et pour cela, ils ont détruit 600 000 emplois en 2009. Et il faudrait maintenant leur livrer nos retraites ? Où va ce pays ainsi ? Que vont devenir la population laborieuse, la jeunesse, les retraités ? Il y a urgence. Urgence à dire « *Stop ! Aucune "réforme des retraites" n'est acceptable ni nécessaire.* » Dans un communiqué, le POI appelle à intensifier le combat pour dire « *Non au consensus. Ne touchez pas à nos retraites !* » (lire page 3).



APRÈS LES RÉGIONALES

Le gouvernement mise sur le consensus pour imposer sa "réforme".

Pages 2 et 3

RETRAITES

Questions-réponses. Retour sur l'enjeu de la "réforme".

Page 4

CAMPAGNE

Meetings, diffusions, le POI en campagne.

Pages 8 et 9



Le Premier ministre, François Fillon, le 23 mars 2010, à l'Assemblée nationale.

Photo AFP

Le vrai motif

Le 17 mars, la Commission européenne a exigé de 14 États membres, dont la France, qu'ils revoient leur « programme de stabilité » ou de « convergence ». Bruxelles insiste sur la nécessité pour la France de revenir en 2013 au plus tard dans « les clous » du pacte de stabilité européen, c'est-à-dire 3 % de déficit maximum. « Les résultats budgétaires pourraient se révéler beaucoup moins bons que prévu, estime Bruxelles, et, dans plusieurs cas, la stratégie budgétaire proposée n'est pas suffisamment étayée par des mesures concrètes. » Ce à quoi le gouvernement Sarkozy avait répondu par avance qu'il annoncerait en avril des mesures touchant les administrations publiques, les soins de santé et, bien entendu, les systèmes de retraite. Dans les pays de l'Union européenne, du fait de l'euro, ce sont les « agences de notation » privées qui font la loi en notant l'état des finances des États. C'est elles qui, en retirant la note AAA à la Grèce, ont ouvert la crise et la voie aux spéculateurs. C'est pour cela qu'il faut « réformer » les retraites, afin d'alimenter les spéculateurs. La presse le relève : « Sa priorité (de Sarkozy — NDLR) est de ne pas subir comme la Grèce les attaques des marchés. La signature de la France par les agences de notation financière ne doit pas être dégradée. "La France perdra toute influence si elle perd sa note AAA (...). C'est pour cela que la réforme des retraites sera de grande ampleur", assure un proche de Sarkozy » (Le Monde, le 20 mars). Rien ne justifie de liquider les retraites, si ce n'est ouvrir les vannes aux spéculateurs. Voilà la vraie fonction de l'Union européenne !

Les 49 % d'abstention au second tour des régionales confirment le rejet exprimé le 14 mars. Cap sur la réforme des retraites, répond le gouvernement, qui confie la tâche à Eric Woerth.

Pour imposer sa réforme, le gouvernement mise sur le consensus

Laurence Fayard

« **P**riorité à la réforme des retraites », titre *Le Figaro* (23 mars). C'est la tâche dévolue à Eric Woerth, qui, après le remaniement opéré par le chef de l'État au lendemain du second tour des élections régionales, succède à Xavier Darcos au ministère du Travail. A la veille des élections, pourtant, un sondage BVA indiquait que pour 73 % des Français, ce que le gouvernement devait revoir en priorité, c'était la « réforme » des retraites. Le rejet de la politique dictée par l'Union européenne de destruction des droits et garanties conquis par la classe ouvrière s'est à nouveau exprimé dans l'abstention record, atteignant les 49 %, au second tour des élections régionales. Mais qu'importe, il faut à tout prix maintenir « le cap » de la réforme, affirmaient dès dimanche soir les représentants du gouvernement et de l'UMP. Ainsi, selon Jean-François Copé, « personne n'imagine qu'on ne doit pas faire la réforme des retraites ». Pour Nicolas Sarkozy, Eric Woerth est donc l'homme de la situation : « Le président de la République a décidé d'un petit remaniement ministériel tout entier conçu pour réussir la réforme des retraites, consacrée chantier prioritaire pour 2010 », souligne le journal patronal *Les Echos* (23 mars). Quel est le sens de cette nomination ? Eric Woerth, jusque-là ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, est « l'homme de Bruxelles », du respect à tout prix des critères de Maastricht et du pacte de stabilité européen. Au nom de ces exigences, il n'a pas hésité à tailler à la hache dans tous les budgets publics et à

supprimer en trois ans 100 000 postes de fonctionnaires ! Voilà pourquoi il est considéré comme le mieux à même de mener la « contre-réforme » des retraites dans tous ses aspects, et notamment la remise en cause du Code des pensions civiles et militaires, qui fixe les règles du régime de retraite des fonctionnaires de l'État. D'ailleurs, « pour que le nouveau titulaire des affaires sociales puisse mener à bien l'ensemble de la réforme, précisent *Les Echos*, le secrétariat d'État à la fonction publique revient dans son giron, alors qu'il était depuis 2007 rattaché à Bercy ».

Mais rafistolage ou pas, l'union nationale est plus que jamais indispensable au gouvernement pour imposer sa contre-réforme. Jean-François Copé en a d'ailleurs appelé immédiatement au consensus anti-ouvrier, demandant aux responsables des partis de gauche qu'ils fassent leurs propositions et ne se contentent pas de s'opposer à celles de l'UMP. Et qu'ont-ils répondu ? « Nous ferons nos propositions » pour la réforme, a déclaré François Hollande. « Il faut une autre réforme sur les retraites », a renchéri Martine Aubry. « Tout le monde sait qu'il y a un déficit », a insisté François Hollande le 22 mars. Déficit ? Qu'est-ce que le prétendu déficit de la Caisse nationale d'assurance vieillesse estimé à 10 milliards d'euros pour 2010 comparé aux 30,7 milliards d'euros d'exonérations offerts aux patrons en 2008 ? Quant à Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, après avoir demandé au gouvernement l'abandon de la réforme des retraites, elle a estimé que la gauche a « la responsabilité » de porter « des propositions », s'est déclarée favorable au débat et à une réforme du financement. Peut-il



« Sera poursuivi tout ce qui a été engagé. L'objectif : une stricte maîtrise des dépenses publiques »

François Barouin, nouveau ministre du Budget

y avoir une réforme des retraites qui ne débouche pas sur l'accompagnement des mesures gouvernementales ? Pourquoi ne pas dire clairement qu'aucune réforme des retraites n'est nécessaire ?

Le 15 avril, s'appuyant sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), le gouvernement présentera sa contre-réforme.

Et le COR, dans lequel siègent le patronat, des parlementaires, mais aussi les représentants de toutes les confédérations syndicales, devrait débattre dès le 24 mars de « sept variantes » sur « l'évolution de la durée de cotisation et de l'âge légal de départ à la retraite ».

Est-ce à cela que doit conduire le débat que tous appellent de leurs vœux ? ■

23 MARS



François Fillon à l'Assemblée nationale : « Dans les prochaines semaines, des initiatives seront prises pour voir avec les présidents de région comment nous pourrions mieux coordonner nos efforts face à la crise. J'espère que nous pourrions le faire dans un climat d'unité républicaine. »



Eric Woerth, ministre en charge de la « réforme des retraites » : « Les syndicats ne me font pas peur. On n'a pas toujours les mêmes idées sur tout, mais pas forcément des idées différentes. On doit réfléchir ensemble sereinement, mais avec beaucoup d'obstination, à ce système des retraites. »

Photos AFP

Analyse

Quelques éléments sur les résultats des élections

Daniel Shapira

1) L'ABSTENTION

Elle s'élève à 48,9 % au deuxième tour. Certes, elle baisse de près de 5 points entre les deux tours (53,6 % le 14 mars). Mais il reste que près d'un électeur sur deux n'est pas allé voter, sans parler des électeurs non inscrits (évalués à près de 8 millions). C'est le plus fort taux d'abstention jamais enregistré pour des élections.

2) LA STRUCTURE DE L'ABSTENTION

Si elle touche toutes les catégories de la population, et particulièrement les banlieues ouvrières, elle a été plus marquée lors de ces élections régionales à droite.

Pour preuve : l'Alsace.

Entre les deux tours, c'est là où l'abstention baisse le plus (de 7,73 points) et c'est là que l'UMP progresse le plus en une semaine (plus 11 points). Comme il y avait un enjeu direct, une fraction de l'électorat de droite, qui, ailleurs, a continué à s'abstenir, s'est cette fois-ci déplacée pour voter.

3) LE VOTE FRONT NATIONAL

Lors du premier tour des régionales de 2004, le Front national avait obtenu 3 564 064 voix et 14,70 % des exprimés, contre 2 823 800 voix et 11,42 % au premier tour de 2010. 1 300 000 voix en moins d'une élection à l'autre.

Certes, à la présidentielle, le Front national avait eu, en pourcentage, un résultat bien moindre, mais Sarkozy avait en 2007 en partie séduit des électeurs du FN, qui, là, se sont détournés de lui.

Autre élément : en 2004, le FN avait dépassé 10 % dans dix-sept régions, où il avait donc pu

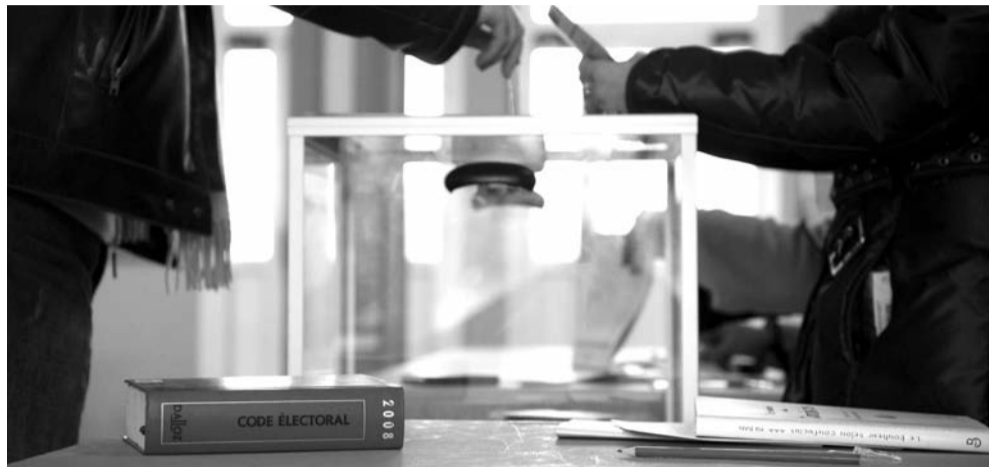


Photo AFP

se maintenir au second tour. Là, en 2010, le FN n'a pu se maintenir que dans douze régions. Dans cinq régions, le FN, cette fois-ci, a fait moins de 10 % et a donc disparu du second tour, marquant par là son véritable recul par rapport à 2004.

4) DES VASES COMMUNICANTS ENTRE L'UMP ET LE FRONT NATIONAL

Entre les deux tours des régionales de cette année, le Front national et l'UMP voient dans toutes les régions leurs scores en voix et en pourcentage des exprimés progresser. Cela indique bien que la baisse de l'abstention entre les deux tours a correspondu à une couche d'électeurs de droite qui se sont remobilisés pour le second tour.

C'est en Alsace qu'entre les deux tours, la progression du FN est la plus faible de toutes les douze régions où il avait pu se maintenir. Il n'a progressé que de 1 point entre le 14 et 21 mars.

Et c'est là que la progression de l'UMP est de loin la plus forte entre les deux tours (+ 11 points). Des électeurs qui ailleurs auraient voté FN ont préféré en Alsace voter UMP, car il y avait un enjeu direct au niveau du résultat de la région (phénomène du « vote utile »). Ce qui prouve bien le caractère de vases communicants entre les deux électors de l'UMP et du FN.

5) LE VOTE À GAUCHE

Le 21 mars, en pourcentage des exprimés, le total des listes de gauche enregistre son meilleur résultat depuis le deuxième tour des législatives de 1981, 54,1 %.

Mais il faut tenir compte de l'abstention. Le total des voix de gauche ce 21 mars (en intégrant les écologistes et la liste Frêche) chute par rapport à 1 600 000 voix (à peu près 11 400 000 voix cette fois-ci, contre 13 millions il y a six ans).

COMMUNIQUÉ DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT (EXTRAITS)

Le deuxième tour a confirmé le premier : une crise majeure secoue le pays. L'abstention bat un nouveau record pour un deuxième tour d'élections régionales : tous les partis perdent des millions de voix par rapport aux élections régionales de 2004. C'est un immense rejet : dans les quartiers ouvriers et populaires, comme dans les zones rurales les plus frappées par la crise, deux électeurs sur trois ne se sont pas déplacés, parfois plus.

Rejet des politiques mises en œuvre depuis plus de vingt ans par les gouvernements successifs. Rejet de la politique de Sarkozy, de chômage, de misère, de destruction des droits dictée par l'Union européenne. Mais rejet, aussi, des politiques mises en œuvre durant la même période par les gouvernements de la gauche plurielle et s'inscrivant dans le même cadre (...).

Et maintenant ?

La situation du pays est grave, le peuple n'en peut plus. Durant ces dix-huit derniers mois, 600 000 emplois ont été détruits dans l'industrie et les services. Partout, les grands groupes ont préservé leurs marges et bénéficiés à coups de fermetures d'usines, de délocalisations, de plans de suppressions d'emplois et de blocage des salaires (...).

Le soir des élections, le pays stupéfait a entendu les représentants du gouvernement et de l'UMP déclarer en substance : nous ne lâcherons pas le cap des réformes, et particulièrement la réforme des retraites, et, s'adressant aux responsables des partis de gauche : vous allez devoir dire quelles sont vos propositions pour réformer les retraites, car vous ne pouvez pas vous contenter de vous opposer aux propositions de l'UMP. Et l'on a entendu Martine Aubry, Pierre Moscovici pour le PS et Marie-George Buffet pour le PCF déclarer : nous sommes prêts au débat, nous avons nos propres propositions pour réformer les retraites (...).

Une crise majeure frappe le pays. La solution à cette crise passera nécessairement par le fait qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, le peuple sera amené à reprendre la parole. Et à déterminer lui-même les voies et les moyens pour imposer les mesures — de l'interdiction des licenciements au refus de la contre-réforme des retraites — qui sauveront le peuple travailleur d'un désastre imminent. Pour ouvrir une telle issue, la construction et le renforcement d'un authentique parti qui consacre toute son activité à la seule défense des intérêts ouvriers et populaires est une nécessité (...).

Voilà pourquoi le POI jette toutes ses forces dans le combat pour aider à réaliser l'unité contre le consensus. Nul ne peut croire que l'unité se réalisera du jour au lendemain. C'est un combat. Mais un combat urgent : avant le 15 avril, le gouvernement annonce que, s'appuyant sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites, il rendra publique sa contre-réforme des retraites, « de grande ampleur », nous promet l'entourage de Sarkozy.

Le Parti ouvrier indépendant enregistre que déjà 20 000 travailleurs et militants de toutes tendances ont signé l'appel lancé par son II^e Congrès pour dire : non au consensus, ne touchez pas à nos retraites. Il appelle à amplifier partout la campagne (...).

Paris, le 22 mars 2010

L'offensive contre l'existence des partis politiques reprend de plus belle

Gérard Bauvert

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour que l'offensive tous azimuts contre l'existence des partis politiques reprenne de plus belle. « *Le mouvement politique que nous devons construire ne peut s'apparenter à un parti traditionnel (...). L'imagine une organisation pollinisatrice qui butine les idées, les transporte et les féconde avec d'autres parties du corps social.* » Ainsi s'exprime à coups de métaphores animalières le sieur Cohn-Bendit dans *Libération* (lundi 22 mars). En précisant qu'il veut créer une « *coopérative politique* ». « (...) *Foin de parti politique (...), ça c'est le monde d'hier.* » Et d'ajouter que l'idée, c'est « *ni parti machine ni parti entreprise* ». Parti serait devenu un gros mot. Et « *féconder d'autres parties du corps social* », c'est quoi, M. Cohn-Bendit ? La bonne vieille « *association capital-travail* ».

Suit une attaque contre le « parti Vert » lui-même, qui, pour le « libéral libertaire » Cohn-Bendit, ressemble encore trop à un parti. Certains Verts ont compris le message.

On aurait tort de voir dans la diatribe de Cohn-Bendit contre l'existence des partis, contre la démocratie représentative, une opération isolée. Reprenant sa déclaration au soir du premier tour, Georges Frêche, président de la région du Languedoc-

Roussillon, n'a pas craint de déclarer une guerre ouverte à tous les partis : « *partis du siècle dernier* », « *dépassés* », « *assez des ordres de Paris* », etc. Qu'on ne s'y trompe pas, la soumission réitérée aux institutions de l'Union européenne manifeste au grand jour ses effets dévastateurs au sein même des partis politiques qui les ont adoucies.

Certains responsables nationaux constatent même effarés les monstres politiques qu'ils ont contribué à engendrer : de véritables potentats régionaux qui refusent la « tutelle de Paris », mais qui font allégeance aux institutions internationales de Bruxelles.

Ce n'est pas la première fois que certains élèves dépassent des maîtres, quelque peu déboussolés. Et personne n'est épargné.

Le Front de gauche, par exemple, dont la grande presse a souligné le « succès », se voit évincé de régions comme l'Alsace, la Picardie, la Franche-Comté.

Dans d'autres, les représentants du PCF eux-mêmes font les frais de la « *fusion des listes* ». Patrick Braouezec, Pierre Zarka et les renovateurs de longue date essaient de profiter de la situation en contestant non pas l'orientation politique réelle du PCF, mais en remettant eux aussi en cause (comme Cohn-Bendit, Frêche, Ségolène Royal et bien d'autres) « *la forme traditionnelle* » des partis.

ÉDITORIAL

Classe contre classe

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

On s'en doutait, mais un sondage est venu le confirmer : 69 % des ouvriers et 64 % des employés se sont abstenus le 14 mars, ainsi que 72 % des électeurs de 18 à 34 ans. Un vote de classe qui en rappelle un autre : le 29 mai 2005, 79 % des ouvriers et 67 % des employés avaient voté non au traité constitutionnel et à l'Union européenne.

2005-2010, une constante : confrontée aux pires difficultés, la classe ouvrière refuse d'être sacrifiée sur l'autel de la barbarie capitaliste et cherche à se regrouper. Si le bulletin de vote non a cédé la place à l'abstention, c'est parce que la démocratie a été bafouée, piétinée, violée par le vote conjoint des députés PS et UMP adoptant au Parlement le traité constitutionnel rejeté.

Il n'en reste pas moins que, même sur le terrain déformé de l'abstention électorale, la classe ouvrière cherche à se regrouper. Le gouvernement le comprend, qui, dans les heures qui ont suivi le deuxième tour, a tout concentré sur une question : la contre-réforme des retraites doit passer. Et sur un moyen : il faudra bien que les dirigeants de la gauche fassent leurs propositions pour instaurer cette contre-réforme.

Classe contre classe. La classe capitaliste exige la destruction des retraites ouvrières pour satisfaire aux diktats des agences de notation des fonds spéculatifs, comme l'a avoué expressément l'entourage de Sarkozy. Le Fonds monétaire international exige, avec l'Union européenne, la mise en coupe réglée des retraites. Les grandes banques aussi, qui ont réalisé l'an dernier 11 milliards de profits pour les cinq premières d'entre elles en France. Les grandes entreprises aussi, celles du CAC 40, qui viennent de distribuer 35 milliards d'euros de dividendes.

Classe contre classe. Classe ouvrière contre classe capitaliste.

Faudrait-il jeter un pont qui aille d'un camp à un autre ? C'est ce que propose Cohn-Bendit, préconisant la dissolution de fait de tous les partis dans une vaste « *coopérative politique* » où plus personne ne prétendrait même représenter les intérêts des couches populaires. C'est d'une certaine manière ce que dit Martine Aubry quand elle affirme dimanche soir à la télévision : « *Nous avons nos propositions pour la réforme des retraites.* »

Faut-il tendre la main au gouvernement ou combattre sa politique ? Faut-il tendre la main à la classe capitaliste ou combattre ses exigences ?

Le problème est posé à l'ensemble des partis, PS, PCF, Parti de gauche, Verts, alliés de la « *gouvernance* » régionale sur presque tout le territoire.

Le Parti ouvrier indépendant s'est constitué sur le terrain de la défense des intérêts ouvriers et de l'indépendance des organisations syndicales contre l'intégration corporatiste.

Le Parti ouvrier indépendant n'a cessé de le déclarer : rien ne justifie la moindre contre-réforme des retraites. Rien ne justifierait qu'un seul centime soit soustrait à une seule retraite ouvrière, qu'une seule minute de travail soit ajoutée au temps déjà trop long des cotisations. Rien ne le justifierait, puisque l'unique objectif d'une réforme des retraites, c'est... de faire gonfler les profits capitalistes.

L'exigence ouvrière, c'est que l'unité se réalise pour interdire toute contre-réforme des retraites et tout consensus. Dans cette campagne pour l'unité, rejoindre le Parti ouvrier indépendant, c'est renforcer l'outil permettant d'aider à répondre au rejet de classe, qui s'est exprimé, ces 14 et 21 mars, sur le terrain paradoxal de l'abstention électorale.